SENAT DE BELGIQUE

RÉUNION DU 24 DÉCEMBRE 1920.

Rapport de la Commission des Finances, chargée d'examiner le Projet de Loi allouant des crédits provisoires à valoir sur le Budget général de l'exercice 1921, autorisant la perception des impôts et contenant des dispositions diverses.

(Voir les nos 17, 35 et les Ann. parl. de la Chambre des Représentants, séances des 22 et 23 décembre 1920, le n° 14 du Sénat.)

Présents : MM. DE SADELEER, président ; DE BAST, le vicomte DESMAISIÈRES, DESPRET, HUISMAN-VAN DEN NEST, LEPREUX, LIEBAERT et le baron DE MÉVIUS, rapporteur.

MESSIEURS,

L'Exposé des Motifs justifiant le Gouvernement du dépôt de ce Projet de Loi, et surtout le lumineux rapport fait à la Chambre avec sa compétence habituelle par l'honorable M. Wauvermans avaient, même avant le discours substantiel et loyal de l'honorable Ministre des finances, éclairé de telle façon le débat et examiné chaque article, qu'une étude approfondie ne nous paraît pas nécessaire et que nous nous permettons de vous renvoyer à ces documents.

Tout en regrettant de voir le nouveau gouvernement se précipiter une fois encore dans l'ère des crédits provisoires et des dépôts, examens et discussions tardifs des budgets, nous reconnaissons que les circonstances n'ont pas permis à l'honorable Ministre des Finances d'en agir autrement et nous nous inclinons devant l'inévitable en protestant à nouveau.

Force nous est donc de voter et d'approuver le projet qui nous est soumis et qui a pour but d'assurer la marche des différents services et d'accorder aux divers départements les crédits provisoires qui leur sont indispensables, sans qu'il puisse s'agir de dépenses nouvelles et sans préjuger des décisions que le Parlement prendra relativement au budget de 1921, ni des réductions de dépenses que les différents départements pourraient réaliser sur des crédits accordés.

Les viriles et sages paroles que l'honorable Ministre des Finances a prononcées l'autre jour à la Chambre et qui ne correspondaient que trop, hélas, à la situation telle que nous l'avions prévue lors des différentes discussions relatives à nos finances en 1920, ont eu un heureux retentissement dans le pays et sont absolument en conformité avec la pensée et les désirs de votre Commission, interprète — nous n'en doutons pas — des sentiments du Sénat tout entier. Nul doute que l'heure soit grave, que l'effort fiscal que nous devons demander à la Nation sera douloureux ; mais ce qui le rendrait plus pénible encore et ferait se révolter à bon droit le contribuable, ce serait, devant son lourd sacrifice, la crainte si pas la persuasion, de l'existence de gaspillages, de dépenses superflues, de frais d'administration ridicules, ou la mise en pratique de théories économiques ou sociales ruineuses.

La compétence de l'honorable Ministre des Finances nous est connue ; sa bonne volonté et son désir d'économie sont évidents et se traduisent déjà dans le projet actuel par une réduction de moitié des crédits pour l'extraordinaire. Puisse-t-il convertir tous ses collègues à ses excellentes idées de sagesse fiscale et d'économies et, après un excellent discours, passer énergiquement aux actes : budget ordinaire équilibré ; budget extraordinaire réduit à l'indispensable ; régie immédiate des chemins de fer ; pain gris si le pain blanc nous ruine (dans un moment où les salaires sont si élevés, pourquoi ne pas faire payer le pain ce qu'il coûte ?) ; le maximum de liberté commerciale dès que ce sera possible ; le minimum d'étatisme toujours ruineux et désastreux ; et alors, n'en doutons pas, dans le travail, la concorde et la paix, notre vaillante petite nation se relèvera promptement.

Sous ces observations, votre Commission a l'honneur, à l'unanimité, de vous proposer l'adoption de ce projet de loi qui se justifie dans son principe et dans ses divers articles.

Le Rapporteur,
Baron DE MÉVIUS.

Le Président,
L. DE SADELEER.